

à

*Monsieur le ministre d'Etat,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les secrétaires d'Etat,
Monsieur le haut-commissaire,*

Objet : *Lancement de la procédure budgétaire pluriannuelle.*

Le Président de la République a annoncé, lors du premier conseil de modernisation des politiques publiques, l'adoption d'un budget pluriannuel pour la période 2009-2011. Cette évolution majeure de notre cadre budgétaire est indispensable pour parachever la réforme engagée par la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1^{er} août 2001, comme le soulignent les promoteurs de la LOLF eux-mêmes, MM. Lambert et Migaud, dans leur rapport d'octobre 2006 sur la mise en œuvre de la loi organique.

Le budget pluriannuel va en effet nous permettre d'inscrire dans la durée toutes les politiques gouvernementales. La définition d'enveloppes de crédits sur trois ans donnera de la visibilité à l'ensemble de notre politique budgétaire, puisqu'elle revient à élaborer une loi de programmation pour chacun des secteurs dont vous avez la charge.

Dans le même temps, le budget pluriannuel confortera notre engagement, pris auprès de nos concitoyens et de nos partenaires européens, de ramener les comptes publics à l'équilibre en 2012 au plus tard, ce qui passe par un net ralentissement de la hausse des dépenses publiques et, en particulier, une croissance des dépenses de l'État au plus égale à l'inflation au cours de la législature. Cette maîtrise globale de la dépense de l'État demandera des efforts importants et une discipline forte de chaque responsable ministériel, sur l'ensemble de cette période.

C'est pourquoi le Gouvernement devra, au cours des prochains mois, définir collectivement les moyens dont il disposera pour mener à bien chacune des grandes politiques publiques au cours des trois prochaines années. C'est une ambition importante et qui exige un travail collégial approfondi de programmation de l'ensemble des dépenses de l'État.

Au cours de l'année 2008, nous définirons ainsi les budgets et les effectifs de l'État pour les années 2009, 2010 et 2011. En ce qui concerne les deux dernières années, la programmation, au niveau des programmes, sera effectuée sur une base indicative.

La révision générale des politiques publiques conduite actuellement constituera le point de départ de la programmation pluriannuelle. Cette dernière tirera en effet les conséquences des décisions du conseil de la modernisation des politiques publiques.

Nous aurons ainsi arrêté, à la fin du premier semestre, à la fois les réformes structurelles à mettre en œuvre sur la période 2009-2011 et les plafonds de crédits des missions correspondantes. Je souhaite en effet que les plafonds par mission puissent être rendus publics au moment du débat d'orientation budgétaire, à la fin du printemps 2008.

Si, pour les deux dernières années, ces dispositions auront un caractère indicatif, les plafonds devront toutefois être regardés comme impératifs : c'est le gage de la crédibilité de notre trajectoire de finances publiques.

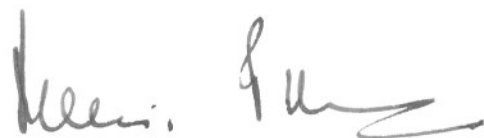
Ils pourront, le cas échéant, faire l'objet d'ajustements pour, dans la limite du plafond global des dépenses, prendre en compte des évolutions inéluctables apparues au cours de l'exécution des deux premières années. La dernière année, seront également définis les plafonds de l'ensemble des années de la programmation suivante (qui portera donc sur la période 2011-2013).

Le principe général de la programmation sera celui de l'auto-assurance au sein de chaque mission ; seront pris en compte en revanche les écarts éventuels entre l'hypothèse d'inflation retenue dans la programmation initiale et l'hypothèse révisée associée aux projets de loi de finances ultérieurs mettant en œuvre cette programmation, dans des conditions que je définirai prochainement.

La mise en œuvre du budget pluriannuel s'inscrira dans le cadre juridique défini par la LOLF : la programmation pluriannuelle sera soumise au Parlement mais des projets de lois de finances annuels continueront à être présentés chaque automne au Parlement. Ces projets respecteront le cadre pluriannuel précédemment défini : ils détermineront la partie « recettes » et procéderont aux ajustements de crédits par programme, dans le respect des plafonds fixés pour chaque mission par le budget pluriannuel.

Dès à présent, il convient d'arrêter la maquette budgétaire de la programmation pour la période 2009-2011. Cette étape revêt une importance toute particulière puisqu'il sera nécessaire, pour assurer une visibilité suffisante au Parlement comme aux gestionnaires, de stabiliser les périmètres des missions et programmes sur les trois prochaines années. Je vous demande d'y réfléchir avec le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, en recherchant la clarification des périmètres et la mise en cohérence de la nomenclature budgétaire avec le cadre de responsabilité politique dans lequel vous exercez votre action.

J'appelle votre attention sur notre obligation collective de résultat et, en particulier, sur l'exigence de qualité de la budgétisation. Nos pratiques budgétaires doivent continuer d'évoluer pour être plus collaboratives, plus constructives, et aboutir à des décisions plus solides. C'est à cette condition que le budget pluriannuel sera un succès.



François FILLON